



Paris, le 30 avril 2020

A l'attention de Madame la Présidente de la Région Ile-de-France

Objet : *Courrier des Unions régionales d'Ile-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF et UNL à propos du déconfinement annoncé à partir du 11 mai*

Madame la Présidente de la Région Ile-de-France,

Par la présente nous souhaitons vous faire part de nos très nombreuses inquiétudes à propos des mesures de déconfinement en Ile-de-France. Il ne vous a pas échappé que les annonces du Président de la République pour le 11 mai, comme celles du Premier Ministre le 28 avril ont été faites en dépit du bon sens et sans tenir compte à aucun moment des revendications portées par nos organisations syndicales.

Il ne vous a pas échappé, non plus, que la gestion du confinement a été pour le moins fait « par l'approximation et parfois par l'omission » pour reprendre les propos du Président du Sénat à propos de la pénurie des moyens de protection. Lancer des mesures de déconfinement en Ile-de-France – au regard de ses spécificités (forte densité de population, situation qui reste très tendue dans les hôpitaux franciliens, forte mobilité et usage très intense des transports publics, taux de contamination et taux de surmortalité les plus élevés de France) – de manière à nouveau approximative serait prendre le risque de provoquer une « deuxième vague » et donc de ruiner tous les efforts des francilien.ne.s depuis 5 semaines. Nos différents interlocuteurs notamment de l'Etat, de l'Education nationale et cela à tous les niveaux hiérarchiques et sur tous les territoires de l'Ile-de-France nous montrent leur incapacité à répondre aux questions les plus simples. Nos exigences sont pourtant élémentaires : faire passer la santé et la protection de la population francilienne avant toute chose, dans les mesures de déconfinement.

Pour ce qui est de la responsabilité directe de la Région Ile-de-France – les transports publics et la réouverture des lycées – nous avons les mêmes inquiétudes. Un déconfinement ne sera possible que si :

- Il y a dans les transports publics, une désinfection complète des lieux et des rames prévue et cela plusieurs fois par jour. Un retour à un trafic de 100% dans les transports publics et le respect de la distanciation sociale et cela à tout moment de la journée, ce qui implique le recrutement de personnels en charge de la régulation formés pour. Et que tous les usagers aient à disposition, librement et gratuitement, à l'entrée des transports, masques efficaces

FFP2 et non de pseudo masques dit « grand public » et gants ainsi que des gels en accès libres.

- Dans les lycées, au-delà du fait que nous sommes opposés de manière générale à la réouverture des établissements scolaires en l'absence de mesures de protection effectives ; nous vous demandons de ne pas rouvrir les lycées à compter de début juin. En effet, et alors que dans la plupart de ces établissements il ne restera que 2 semaines de cours, c'est mettre en danger inutilement les agents dont vous avez la responsabilité en tant qu'employeur mais aussi les lycéen.ne.s, leurs familles ainsi que les enseignant.e.s et les personnels administratifs. Alors que plusieurs avis scientifiques préconisent un retour en septembre. Nous n'en voyons pas l'intérêt pour les lycéen.ne.s, en revanche nous demandons des mesures immédiates pour réagir contre toutes les formes de fracture numérique (prêt ou don d'ordinateur portable et fourniture de clés 3G) et une intervention auprès de l'Etat pour qu'aucun poste ne soit supprimé à la rentrée et qu'à l'inverse, tous les postes d'enseignant.e.s nécessaires soient créés. Par ailleurs, il est urgent de se concentrer sur les élèves qui risquent de décrocher particulièrement dans l'enseignement professionnel et sur certains territoires. Les CIO sont, dans nos territoires, les plus à même à identifier et accompagner ces jeunes.

En conséquence, nous vous demandons de prendre toutes les dispositions pour que l'accès aux transports publics et aux établissements scolaires se fasse en réunissant toutes les conditions pour assurer la protection des francilien.ne.s.

Dans cette période des plus difficiles pour les francilien.ne.s les plus précaires, où les inégalités sociales sont exacerbées, nous demandons la mise en place de mesures sociales fortes afin de lutter contre l'ampleur de la pauvreté qui s'installe. En effet, laisser seules les communes y faire face serait encore aggraver les inégalités territoriales déjà fortement présentes en Ile de France.

Soyez assurée, Madame la Présidente, de notre profond attachement à la défense des intérêts matériels et moraux de tou.te.s les travailleur.se.s et habitant.e.s de la Région Ile-de-France.

Les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF et UNL d'Ile-de-France